

Capitalisme

Après le capitalisme

Lire la conjoncture de ce début de ^{xxi}e siècle, c'est chercher à comprendre les ressorts de la grande crise contemporaine. C'est aussi tenter de voir en quoi cette crise résonne avec la possible disparition du capitalisme. Dans quelle mesure les contradictions que révèlent la conjoncture et les limites sur lesquelles le système est en butte sont-elles annonciatrices de son épuisement ? Quelles possibilités émancipatrices pourraient se déployer dans un tel scénario ?

L'essor du capitalisme n'avait rien d'inéluctable mais, une fois entré en mouvement, celui-ci s'est étendu à l'ensemble de la planète. La marchandisation du monde, dans un triste geste de désenchantement, réduit les êtres humains, leur travail et la nature à des moyens de l'accumulation du capital. La dynamique qui en découle est tout sauf paisible : compétition entre États, concurrence, changements technologiques et luttes de classes ont provoqué un processus tumultueux et sans précédent de transformation globale des sociétés humaines. Au prix de la subordination et de l'exploitation du travail, d'un état de guerre permanent (bien que d'intensité et d'étendue variables) ainsi que de l'épuisement des ressources naturelles, le capitalisme a produit extraordinairement plus de biens et de richesses que n'importe quel autre système. Cependant, comme tout système historique, le capitalisme est amené à être dépassé. Les questions qui importent sont alors : quand ? Et que va-t-il advenir à sa place ?

Jusqu'à présent, l'extraordinaire plasticité du processus d'accumulation du capital lui a toujours permis de sortir renforcé de situations périlleuses telles que la crise de 1929, les soubresauts des guerres mondiales ou la compétition des régimes communistes. Il faut donc être prudent avant d'engager son pronostic vital. Mais cette précaution ne doit pas occulter les signes tangibles d'épuisement de la

dynamique du système. Un épuisement qui élargit le champ des opportunités : aux nouveaux périls répond, si les mobilisations sont à la hauteur, la possibilité de nouveaux événements libérateurs.

Fin de partie ?

Évoquer aujourd'hui la fin du capitalisme renvoie aux limites écologiques de la planète et au caractère insoutenable de la croissance. Mais ce n'est pas l'unique manière de l'envisager. La place centrale de la production immatérielle et le divorce croissant entre l'orientation de la production et les besoins sociaux sont deux autres contradictions qui hypothèquent son futur.

Une crise de civilisation

Les projections réalisées ne laissent aucun doute sur le fait que les standards de consommation des pays riches sont impossibles à généraliser. Énergie, minerais, ressources agricoles, le compte n'y est pas¹². D'ores et déjà, le réchauffement climatique, l'atteinte imminente du pic d'extraction des ressources pétrolières et gazières, les tensions concernant l'approvisionnement en eau des grandes agglomérations attestent de ces limites. En parallèle, les biologistes constatent une sixième extinction de masse [Leakey and Lewin, 1995]. Lors des cinq épisodes précédents, jusqu'à 95 % des espèces animales ont disparu suite à des catastrophes naturelles liées à des événements astronomiques ou volcaniques violents. Cette fois, l'extinction est provoquée par l'activité humaine.

Ces quelques éléments témoignent de la dimension civilisationnelle de la crise que traverse l'humanité. Le succès de l'ouvrage de Jared Diamond, *Effondrement* [2005], dont l'objet est la disparition de civilisations passées, atteste d'ailleurs de la montée de cette préoccupation. Or, quel projet peut aujourd'hui porter le capitalisme ? En 1960, au plus fort de la guerre froide, Rostow

proposait aux pays du Tiers Monde une trajectoire modernisatrice, *Les Étapes de la croissance* [1960], afin de les détourner des sirènes soviétiques et chinoises. Le stade suprême, déjà atteint à l'époque par les États-Unis, est celui de la consommation de masse, orientée vers les biens durables et, en premier lieu, l'automobile. Cinquante ans plus tard, aucun projet n'est venu prendre le relais : le recours généralisé à la « prime à la casse » automobile pour enrayer la chute de l'activité au cours de l'année 2009 en est l'aveu.

Cette impasse conduit à se demander si la crise écologique va précipiter la fin du capitalisme. Plus précisément, le capitalisme peut-il survivre à la crise écologique sans la prendre en charge ? Et est-il en mesure de la prendre en charge ?

D'elle même, la contrainte environnementale n'entraînera pas la chute du système tant que les coûts économiques des dégâts écologiques ne menacent pas le profit à court terme. On peut, jusqu'à un certain point, imaginer que les catastrophes naturelles s'accumulent, que la crise alimentaire s'intensifie et que les ressources s'épuisent sans faire disparaître le système. Dans un tel scénario, ce sont les pauvres qui subissent principalement les coûts des désastres écologiques, tandis que les plus riches parviennent à s'en prémunir pour un temps. La crise écologique peut même servir d'appui aux politiques pro-business conformément à la logique décrite par Naomi Klein dans *La Stratégie du choc* [2007] : guerres, effondrements économiques, catastrophes sont autant d'opportunités de faire avancer des logiques prédatrices, les populations en état de choc étant moins disposées à résister.

Néanmoins, le scénario du *business as usual* semble de moins en moins tenable. Face au coût du changement climatique, firmes et gouvernements promettent de promouvoir un capitalisme vert dont la logique peut être

synthétisée ainsi : 1/le prix de l'émission de gaz à effet de serre augmente du fait des quotas échangés sur les marchés et des taxes carbone, ce qui accroît les coûts de production ; 2/de nouvelles méthodes de production plus propres deviennent rentables ; 3/ces méthodes parviennent à réduire tout ou partie du surcoût associé à l'usage des ressources naturelles grâce à une plus grande parcimonie dans leur utilisation. Un tel scénario nécessite un ensemble de conditions dont la réunion est quasi-impossible [Husson, 2008] : le rendement énergétique des nouvelles technologies et leurs possibilités d'extension doivent être suffisants ; la répartition du coût de la transition vers ces nouvelles techniques ne doit pas trop entamer la rentabilité des firmes ni la demande ; la transformation des structures industrielles doit se faire de manière cohérente sous peine d'entraîner la dislocation des relations productives ; les effets pervers de la concurrence tels que l'élimination de firmes relativement propres mais plus fragiles [David, 2007] ou les phénomènes de dumping écologique doivent être contenus.

L'approche par le marché correspond à l'illusion qu'un « prix juste » du CO₂ est suffisant pour que les agents économiques mènent à bien de manière décentralisée une tâche aussi complexe que la transition vers une économie à faible émission de carbone. Les défenseurs d'un *Nouveau pacte vert mondial* [PNUE, 2009] n'ont pas cette fausse naïveté et proposent notamment des politiques sectorielles associant objectifs environnementaux et de réduction de la pauvreté. Ils n'affrontent cependant pas la question de la fin de la croissance, qui est pourtant incontournable, du moins dans les pays riches, dès lors que les solutions techniques disponibles pour réduire les émissions ne peuvent pas être déployées à une échelle suffisante [Trainer, 2008]. La transition énergétique ne peut alors résulter que de processus de co-évolution des structures techno-écono-

miques, des cadres socioinstitutionnels et des modes de vie (*habits*) [Marechal 2009 ; Foxon, 2009].

Le gaspillage inconsidéré de ressources rares remet en cause la viabilité du système et du projet de civilisation consumériste qui lui est associé. Face à la montée en puissance de l'immatériel, c'est un phénomène inverse qui se produit : le capitalisme contemporain s'efforce de rendre rare ce qui est spontanément abondant.

Des barrières pour l'immatériel

À l'âge de l'Internet, les produits immatériels ont des facultés qui diffèrent radicalement de celles des biens matériels [Cohen, 2006, p. 66-73]. Un morceau de musique enregistré, un film ou un logiciel ne coûte quasiment rien à reproduire et, comme sa consommation n'entraîne pas sa destruction, sa diffusion ne lèse personne. Plus largement, la montée en puissance de l'économie de la connaissance conduit à une transformation de la logique économique qui touche aussi l'industrie. En effet, alors qu'il est de plus en plus coûteux d'inventer une formule médicamenteuse, un concept d'automobile ou un procédé de production d'énergie, une fois la première unité réalisée, les coûts de production à grande échelle sont comparativement peu élevés.

Économie de la connaissance et poids accru des productions immatérielles heurtent de plein fouet l'effort incessant d'appropriation des richesses qu'implique la valorisation du capital. Pour André Gorz, le capitalisme n'est dès lors qu'« un système mort-vivant qui se survit en masquant par des subterfuges la crise de ses catégories fondamentales : le travail, la valeur, le capital » [Gorz, 2008, p. 5. ; Gorz, 2003 ; Vercellone, 2009].

Crise du travail d'abord, puisque contrairement au travail taylorien, le travail consacré à la production de connaissances est difficilement quantifiable en terme de temps passé à la disposition de l'employeur. De plus, il a une dimension collective qui déborde le cadre de l'entreprise.

Crise de la valeur ensuite, car le capitalisme doit créer artificiellement de la rareté pour parvenir à valoriser la production de connaissances. La lutte contre le téléchargement illégal de biens culturels comme la bataille pour la reconnaissance des droits de propriété intellectuels via l'OMC relèvent de la même stratégie de création de rentes. Il y a ici une contradiction majeure. D'abord, le principe d'exclusivité des droits conférés au réputé « inventeur » via les brevets bute sur le caractère éminemment collectif de la production de connaissances [Coriat, 2009]. En outre, ces barrières constituent un frein au développement de nouvelles connaissances puisque leur production s'inscrit au sein d'un processus dans lequel diffusion et création s'auto-alimentent. Ce frein est d'autant plus insupportable que le marché des brevets est inefficace, marqué par des transactions complexes, opaques, coûteuses et objets de multiples contestations. L'évolution est telle que les National Institutes of Health étasuniens¹³, qui sont à l'origine des premiers dépôts de brevets sur les gènes, imposent désormais que les résultats des recherches qu'ils subventionnent soient publiés dans des bases de données publiques. Tout comme le développement des logiciels libres ou les batailles à propos des médicaments génériques, les incohérences qui découlent de l'extension des brevets montrent que la perspective d'un modèle économique non marchand pour les productions intellectuelles prend corps.

Enfin, l'accroissement de la part intangible (image de marque, connaissance collective, brevets, etc.)

dans les actifs des firmes rend le processus d'évaluation du capital extrêmement hasardeux. Or, c'est sur la base de cette évaluation que se forment les anticipations de profits qui fondent la valorisation fictive des firmes sur les marchés financiers : le prix des actions. L'articulation finance/économie de la connaissance est ainsi une source importante d'instabilité. De plus, elle est le lieu d'une contradiction entre le temps long de l'accumulation et de la valorisation des connaissances et l'impatience de la finance [Plihon et Mouhoud, 2009]. Les exigences de rendements élevés à court terme s'opposent à l'accumulation de la connaissance, d'un côté, par le biais de la logique de propriété exclusive qui vise à générer des revenus immédiats à partir des brevets et, d'un autre côté, du fait de l'aversion des investisseurs pour des projets de recherche et développement par nature incertains et dont le potentiel ne s'exprime que dans le temps long.

Marx écrit que lorsque « les forces productives matérielles de la société entrent en collision avec les rapports de production existants, ou avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors » [1859, p. 273], les conditions d'une « ère de révolution sociale » sont réunies. Aujourd'hui, les forces productives sont aussi immatérielles. Mais elles semblent bien entrer en collision avec l'organisation capitaliste du travail et la nécessité de valoriser le capital.

La production divorce des besoins sociaux

L'incapacité croissante du système à satisfaire les besoins sociaux est une autre facette de l'épuisement des rapports de production capitalistes. La période d'après-guerre se caractérisait par une certaine cohérence entre le développement de la production de masse et la

consommation de masse. La situation actuelle est au contraire marquée par un divorce entre, d'un côté, l'acharnement publicitaire des firmes incitant les consommateurs à renouveler de plus en plus rapidement des biens durables tels l'automobile ou le téléphone portable et, d'un autre côté, l'accès de plus en plus difficile à des services essentiels comme la santé. Au Royaume-Uni, il faut fréquemment attendre plusieurs mois pour être admis dans un hôpital. Aux États-Unis environ 80 millions de personnes sont privées de toute couverture maladie ou sous-couvertes, et 62 % des faillites personnelles ont été provoquées en 2007 par les coûts des soins de santé [Himmelstein *et al.*, 2009]. Ce pays se classe au 19^e rang des pays industrialisés pour le taux de morts pouvant être évitées, tandis que la France, dotée d'un système principalement public, se classe au premier rang [Nolte et McKee, 2008]. Les mauvaises performances du système étasunien sont d'autant plus remarquables que ce pays est celui qui consacre la part la plus élevée de son PIB à la santé, soit 16 %. Ce chiffre pourrait atteindre 30 % en 2030, voire 50 % au-delà¹⁴.

Ces éléments attestent de l'inefficacité d'un système de soins basé sur la concurrence entre compagnies privées. Mais la tendance est également révélatrice d'un phénomène plus profond : l'accroissement de la demande de santé qui accompagne la hausse des revenus, le vieillissement de la population et le développement de nouvelles technologies médicales. Ce phénomène s'inscrit dans le cadre de l'affirmation d'un modèle qualifié par Robert Boyer d'anthropogénétique « dans lequel une fraction croissante de la production et de la consommation porte sur l'éducation, la formation, la santé, les loisirs. Autant d'activités qui sont intensives en travail, y compris qualifié, et dont le but n'est autre que de reproduire l'Homme par le travail humain » [Boyer, 2002 et 2008].

La montée en puissance des services anthropogénétiques – auxquels il faut ajouter les services publics et environnementaux – hypothèquent fortement l'avenir du capitalisme. Ces activités économiques relèvent en effet d'une logique productive radicalement distincte de celle du capitalisme industriel [Gadrey, 1992, p. 24-26, 62-66 ; Gadrey et Jany-Catrice, 2007]. Dans la mesure où elle peut y être mesurée, la productivité y est très faible, ce qui constitue un facteur structurel et de plus en plus prégnant de ralentissement de la croissance du PIB. Or, si l'idéologie de la croissance est essentielle pour le capitalisme c'est que, dans la durée, l'absence de croissance implique un coup d'arrêt à l'accumulation du capital. Pour tenter d'échapper à cette tendance, la solution pour le capital est la privatisation des services collectifs. Cette tentative devrait cependant buter sur une double impasse. D'abord, un accès diminué ou plus inégal à ces services est une source majeure de conflit social, les sociétés préférant « être plutôt rouges que mortes », selon l'expression d'un ancien économiste en chef du FMI, Kenneth Rogoff, à propos des systèmes de santé. Ensuite, il ne s'agit là que d'une solution transitoire. En effet, la faiblesse des gains de productivité limitant les perspectives de profits, ceux-ci ne peuvent que provenir de pratiques prédatrices diminuant le nombre ou la qualité des prestations.

Créer et gagner une issue émancipatrice

Les obstacles écologiques à la poursuite de l'expansion de la société de consommation, la contradiction que représente pour le capitalisme la montée en puissance de la production immatérielle et le poids croissant des services anthropogénétiques suggèrent que le système touche à ses limites. Sa survie nécessiterait des destructions de grande ampleur ou une détérioration quasi-générale des conditions de vie. En effet, les pratiques prédatrices qui permettraient une poursuite de l'accumulation du capital se nourrissent de l'expropriation des populations de leurs droits acquis.

On peut donc considérer, avec Immanuel Wallerstein, que la conjonction d'une crise liée à la fin de l'onde longue qui a débuté en 1945 et d'une crise historique plus profonde signifie que « le capitalisme touche à sa fin »¹⁵. Mais rien ne garantit que l'après-capitalisme sera un progrès en terme d'égalité et de liberté. Les batailles d'idées, de programmes et d'intérêts qui vont se mener dans les années et décennies à venir en décideront. La possibilité d'une issue émancipatrice nécessite d'affronter le bilan des échecs passés et d'identifier les points d'appuis à partir desquels les mouvements sociaux et politiques pourraient refonder l'avenir.

Le poids des échecs passés

L'histoire des luttes sociales, des expériences révolutionnaires, des prises de pouvoir et des alternatives décentralisées est un patrimoine pour tous ceux qui travaillent à un avenir émancipateur. Cet héritage collectif peut aussi être un poids. Les régimes qui prétendaient incarner le projet socialiste ont longtemps bloqué l'émergence de toute alternative. Après leur disparition, ils continuent de jeter une ombre sur la crédibilité d'un projet postcapitaliste émancipateur. La compréhension de ces expériences conserve ainsi une importance cruciale.

Nous en restons ici à la dimension socio-économique et au cas emblématique de l'URSS, sans revenir sur le processus qui fait basculer l'élan de la révolution russe dans la contre-révolution stalinienne. La formation sociale soviétique est fondamentalement ambiguë. D'un côté, ses dirigeants ont prétendu avoir rompu avec le capitalisme et ont effectivement adopté des institutions spécifiques. Ainsi, la propriété étatique abolit la propriété privée des moyens de production et la mise en place d'une planification à l'échelle de l'ensemble de l'économie vise à permettre de choisir délibérément les priorités économiques plutôt que de confier l'expression des besoins à l'anarchie du marché. De plus, à l'exception des années 1920, le chômage est inexistant en Union Soviétique, si bien que les salariés disposent d'un rapport de force dans les entreprises qui leur permet d'obtenir des avantages en nature et en termes d'organisation du travail.

D'un autre côté, une couche bureaucratique s'est imposée à la tête du Parti-État, détruisant tout espace de délibération démocratique. Il existe donc, comme au sein des capitalismes occidentaux, une séparation des travailleurs vis-à-vis des moyens de production. La bureaucra-

tie n'est pas véritablement stabilisée en tant que classe, dans la mesure où elle ne peut accumuler du capital sur plusieurs générations et où les individus ne peuvent vendre les droits de contrôle qu'ils exercent dans les faits sur les moyens de production [Mandel, 1992]. En revanche, cette couche sociale bénéficie d'un niveau de vie nettement supérieur à celui du reste de la population. Les inégalités de revenus sont ainsi loin d'avoir disparu : au milieu des années 1980, le coefficient de Gini que les économistes utilisent pour les mesurer est certes moindre en Russie (0,24) qu'aux États-Unis (0,37), en France (0,33) ou en Allemagne (0,28), mais il est à peu près équivalent à celui mesuré dans les pays nordiques (0,22 en Finlande, 0,24 en Suède et 0,25 en Norvège) [Flemming and Micklewright, 2000]. Enfin, la faible correspondance entre les objectifs de plans prétendant coordonner l'intégralité de l'économie du pays et les productions effectivement réalisées est un trait durable de la planification soviétique [Ellman, 1999]. Elle atteste des problèmes informationnels survenant dans l'élaboration et la réalisation du plan et de la persistance de processus économiques décentralisés dans lesquels les échanges monétaires jouent un rôle significatif [Sapir, 1997].

Au-delà de la nature ambiguë de l'économie soviétique, le fait qu'elle se soit engagée dans une bataille contre les capitalismes occidentaux sur le terrain de la croissance et de la puissance apparaît rétrospectivement comme un problème central. Le mot d'ordre « *Dognat' i Peregnat'* », c'est-à-dire rattraper et dépasser les pays capitalistes en terme d'industrialisation et de consommation, implique de faire autant, voire plus, mais pas différemment d'eux. Il y a là une forme de fétichisme de l'accroissement des forces productives qui sous-estime le caractère oppresseur de la production et de la consommation capitalistes. Ce trait est déjà présent chez Lénine, par exemple lorsqu'il

affirme en octobre 1917 : « Nous n'inventons pas une forme d'organisation du travail, nous l'empruntons toute faite au capitalisme : banques, cartels, usines modèles, stations expérimentales, académies, etc. ; il nous suffira d'emprunter les meilleurs types d'organisation à l'expérience des pays avancés. » [Lénine, 1917].

La conséquence de ce fétichisme est double. D'abord, il précipite la disparition de ces formations sociales lorsqu'il s'avère qu'elles sont incapables de gagner la bataille productiviste engagée avec l'Ouest [Asselain, 1999], démontrant *a posteriori* l'impossibilité de construire « le socialisme dans un seul pays ». D'autre part, la mise en perspective historique fait apparaître les trajectoires économiques des pays du bloc soviétique comme des voies particulières de modernisation des sociétés via l'industrialisation et l'urbanisation [Lewin, 1997], voies dont le contenu émancipateur est pour le moins ténu, sans même considérer la répression politique. L'idéologie stakhanoviste en Union Soviétique participe d'une conception aliénante du travail humain qui n'a rien à envier au taylorisme. De plus, le passif écologique de ce mode de développement est considérable. Les succès de l'industrialisation en URSS ont reposé sur le développement d'industries très polluantes comme la métallurgie et la chimie, grâce à l'exploitation de ressources énergétiques à bas coût. Le régime soviétique est également responsable de quelques-unes des plus grandes catastrophes écologiques mondiales comme l'assèchement de la mer d'Aral consécutif aux projets agricoles lancés par Nikita Khrouchtchev en 1960, ou l'explosion du réacteur de Tchernobyl en 1986, à ce jour le plus grave accident nucléaire civil.

Néanmoins, la violence du choc de la transition témoigne qu'un certain nombre de garanties sociales attachées au régime soviétique importaient pour le bien-être de la population. Au cours des années 1990, la richesse

produite en Russie a été divisée par deux. On assiste alors à une véritable régression économique [Burawoy 2001, Sapir 1996] et à une spoliation massive de la population à l'occasion des privatisations [Durand, 2005]. Pour l'ensemble de l'Europe centrale et orientale, le coût humain a été terrible. Les organisations Onusiennes estiment à 3 millions le nombre de morts prématurées dues aux réformes dans la région et à près de 10 millions le nombre d'hommes manquant au début des années 2000. La transformation systémique a été particulièrement violente en Russie : l'espérance de vie a reculé de près de 5 ans entre 1991 et 1994 et il a été démontré que le décès d'un million de personnes était dû aux privatisations menées dans le cadre de la thérapie de choc [Stuckler, *et al.*, 2009].

Puiser dans le présent pour conquérir l'avenir

S'il y a bien des raisons de désespérer du passé, le présent n'est guère réjouissant. Il s'y niche pourtant des ressources pour enchanter l'avenir. Des points d'appuis pour les luttes existent, des dispositifs émancipateurs sont inventés qui rendent possible la mise en mouvement de stratégies d'émancipation.

Dans un ouvrage paru en 2003, *Forces of Labor*, Beverly Silver analyse les luttes ouvrières dans le monde depuis les années 1870 [Silver, 2003]. À partir d'une lecture originale de Marx et de Polanyi, elle propose une distinction entre deux types de conflits qui s'avère utile pour interpréter la période contemporaine. Les conflits « à la Marx » sont ceux qui se nouent sur le lieu de production, lorsque les travailleurs résistent contre les conditions dans lesquelles est utilisée leur force de travail : ils concernent les termes de l'exploitation économique et de la subordina-

tion. Au xx^e siècle, ces luttes ont été fructueuses car les dispositifs productifs associés à l'industrie automobile ont permis aux salariés de développer un répertoire d'action très efficace. Dans cette industrie qui a servi d'étalon social dans les économies capitalistes avancées, la grève n'a pas besoin d'être majoritaire pour bloquer l'activité. De plus, les dispositifs techniques lourds et concentrés font qu'il est difficile pour les capitalistes de fermer et de déplacer une unité de production. À l'inverse, l'industrie textile, plus déconcentrée et moins intensive en capital est bien moins favorable aux travailleurs. Les luttes sociales pourtant nombreuses dans ce secteur tout au long du xix^e siècle ont permis d'arracher bien moins de concessions. Du point de vue des conflits « à la Marx », la situation actuelle est relativement défavorable aux salariés en raison du démantèlement de la firme fordiste, des formes néostakhanovistes d'organisation du travail et de la segmentation des processus productifs. Cependant, la montée en puissance des services offre de nouveaux points d'appui dans la mesure où des activités comme le commerce, les transports, la santé ou l'éducation sont fortement ancrées dans des territoires.

Les luttes « à la Polanyi » renvoient à un autre registre de conflits qui interviennent lorsque la survie des sociétés est en jeu. Lorsque le processus de marchandisation devient trop destructeur, des restrictions encadrant l'accumulation du capital sont imposées. Les luttes pour les droits sociaux, pour les services publics, pour la protection de l'environnement, pour la définition de biens communs ou contre la guerre s'inscrivent dans ce cadre. Aujourd'hui, comme les opportunités d'extraction de profit à travers le processus de production se réduisent, les mécanismes prédateurs d'accumulation du capital s'intensifient. Ils produisent, en réaction, des luttes « à la Polanyi ». Ces luttes concernent les principes sur lesquels s'organise la vie des communa-

tés, ce qui leur donne un fort potentiel de transformation sociale.

Bien entendu, de fortes interrelations entre luttes « à la Marx » et « à la Polanyi » existent. Un mouvement pour la défense de la sécurité sociale, par exemple, peut être mené avec d'autant plus d'efficacité qu'il est porté par des organisations syndicales puissantes dans les entreprises. Inversement, la mobilisation des citoyens pour la défense du service public postal vient conforter les résistances des salariés de l'entreprise contre le démantèlement de leur statut. Ces deux types de luttes répondent néanmoins à des logiques en partie distinctes. Tandis que les conflits « à la Marx » peuvent se résoudre dans l'entreprise, les luttes à la « Polanyi » mettent directement en question la logique d'ensemble du système. Leur prééminence qui semble s'affirmer de nos jours appelle des réponses politiques en termes de démantèlement du système capitaliste et d'alternatives. Ces réponses existent : travaux académiques, mobilisations militantes et expérimentations démontrent le caractère profondément injuste et aliénant de la croissance capitaliste. La réduction du temps de travail, l'autogestion, la planification écologique décentralisée, la relocalisation des productions ou l'extension des biens communs ne sont pas seulement des mots mais des dispositifs prêts à être déployés pour satisfaire les besoins de l'humanité. La bataille des idées et l'élargissement des expérimentations pour crédibiliser ces options sont donc des enjeux cruciaux. Il n'empêche, une douloureuse confrontation avec les intérêts dominants est inévitable.